

6 février 2024

Le contraste entre la croissance aux Etats-Unis et la zone euro va-t-il influencer sur la chronologie de la baisse des taux directeurs ?

- **Fin 2023, le contraste entre le dynamisme de la croissance américaine et la stagnation de l'activité en zone euro est resté patent. De son côté, la Chine a connu une croissance modérée au 4^{ème} trimestre (à l'aune de son évolution tendancielle) mais l'objectif de croissance annuelle fixé début 2023 par les autorités (5 %) a été très légèrement dépassé. Pour retentissante qu'elle soit, la liquidation du promoteur *Evergrande* ne devrait pas trop déstabiliser l'économie même si le secteur immobilier constitue le talon d'Achille de l'économie chinoise depuis plusieurs mois.**
- **Les indicateurs de climat des affaires de janvier demeurent contrastés mais ils restent bons aux Etats-Unis et s'améliorent légèrement en zone euro.** C'est aussi le cas dans la plupart des pays émergents dans l'industrie.
- **Lors de leur première réunion de l'année, ni la Fed ni la BCE n'ont modifié leur taux directeur, ce qui en soit n'est pas une surprise. Les investisseurs pensaient qu'elles le feraient au printemps, avec un mouvement baissier prononcé d'ici fin 2024 (un peu moins de 150 points de base de part et d'autre de l'Atlantique). Ils sont en train de réviser ces anticipations, compte tenu de la robustesse de l'économie américaine.**
- **Les problématiques de la Fed et de la BCE diffèrent.** Toutes deux sont confrontées à un taux de chômage bas qui peut être une source de maintien de la hausse des salaires à un niveau relativement élevé. Mais l'inflation « instantanée » (et non mesurée sur un an, une approche très dépendante des effets de base) est déjà revenue en zone euro sous les 2 %, qui est la cible de la BCE. A l'inverse, la Fed doit intégrer dans son analyse le fait que l'économie américaine se montre plus que résiliente, avec le risque que cela ne conduise à une certaine persistance de l'inflation. **En toute logique, la BCE pourrait donc être amenée à baisser ses taux directeurs avant la Fed. Mais avec des marchés financiers globalisés, cela pourrait peser sur l'euro, une dépréciation du change qui nourrirait alors l'inflation importée...** L'équation des banques centrales est donc complexe. Elles doivent aussi intégrer des aléas, dont le principal pour l'instant est le renchérissement du coût du transport maritime suite aux tensions en mer Rouge. La problématique du change influe aussi sur la Banque du Japon (BoJ) : avant de normaliser sa politique monétaire, la BoJ veut s'assurer que les salaires augmentent suffisamment pour maintenir durablement l'inflation autour de 2 %. D'un autre côté, elle ne veut pas donner l'impression qu'elle ne cherche pas à durcir sa politique monétaire, ce qui pourrait peser sur le yen.
- **En début d'année les taux d'intérêt à long terme sont repartis à la hausse, avant de fléchir un peu fin janvier, au gré des révisions des anticipations des investisseurs en matière de politique monétaire. La révision des anticipations de baisse des taux directeurs les a de nouveau tirés à la hausse début février.** Les Bourses ont bien résisté avec un CAC 40 au plus haut.

Alain Henriot

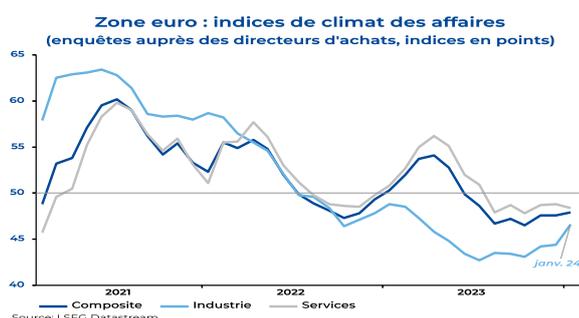
(Contributeurs P. Aurain, H. Haddar, C. Ponton et R. Rabeantoandro)

Pour recevoir automatiquement nos publications par mail, abonnez-vous !

[CLIQUEZ ICI](#)

Zone euro – Plafonnement du PIB depuis le début 2023

Le PIB a stagné au 4^{ème} trimestre 2023, après un léger recul le trimestre précédent. En fait, il enregistre une quasi-stagnation depuis le début 2023. En moyenne annuelle, il augmente très légèrement (+0,5 %), uniquement grâce à l'acquis de croissance observé fin 2022. Fin 2023, le PIB allemand se contracte de 0,3 %. En revanche, l'activité reste dynamique en Espagne (+0,6 % après +0,4 % au 3^{ème} trimestre), en particulier grâce à une forte progression des dépenses des administrations publiques et des exportations. La progression du PIB en moyenne annuelle atteint 2,5 %. L'Italie enregistre une toute petite croissance (+0,2 %) qui contraste avec le bon début d'année.



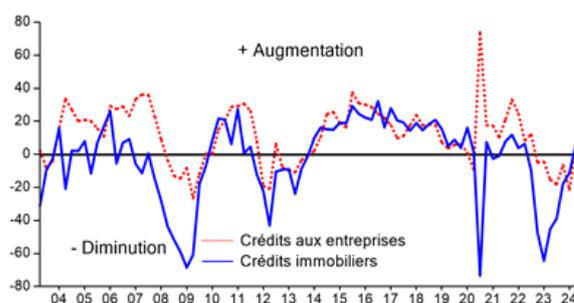
En janvier, les indices de climat des affaires (PMI) se maintiennent sous le seuil indiquant une expansion de l'économie. Il se redresse cependant dans l'industrie, tout en se situant encore à un niveau assez bas. L'amélioration des carnets de commandes et de l'opinion sur la production future envoie malgré tout un signal positif. En revanche, les délais de livraison augmentent, probablement en lien avec les tensions en mer rouge qui affectent le transport maritime. C'est un point à surveiller concernant la disponibilité de diverses marchandises (dont des composants utilisés par l'industrie), avec de possibles effets haussiers sur l'inflation si le problème persistait. En Allemagne, l'enquête de l'institut IFO ne confirme pas en janvier l'amélioration observée cet automne, notamment du côté des perspectives d'activité.

L'inflation en zone euro mesurée sur un an atteint 2,8 % en janvier (2,9 % en décembre). Les prix de l'énergie affichent toujours un net recul alors que la hausse des prix des produits manufacturés revient à 2 % sur un an. Mais la hausse des prix des services se maintient à 4 %.

Selon l'enquête de la BCE auprès des banques de la zone euro, les conditions de crédit pour les prêts ou les lignes de crédit aux entreprises se sont encore durcies, quoique modérément, au 4^{ème} trimestre 2023. Cela s'ajoute au resserrement cumulé substantiel depuis 2022, qui a contribué, avec la faiblesse de la demande, à la faiblesse des prêts aux entreprises. Les banques font également état d'un nouveau resserrement de leurs normes de crédit pour les prêts aux ménages, qui a été faible pour les prêts aux ménages pour l'achat d'un logement et plus prononcé pour le crédit à la consommation et les autres prêts aux ménages. Les banques européennes indiquent que la demande de prêts a continué à diminuer sensiblement fin 2023,

mais moins fortement qu'au troisième trimestre de 2023. Les principaux facteurs baissiers sont le niveau des taux d'intérêt, la baisse des besoins de financement des investissements des entreprises, de la faiblesse de la confiance des consommateurs et de l'affaiblissement des marchés immobiliers. Les banques se montrent toutefois plus optimistes pour le 1^{er} trimestre 2024.

Zone euro : appréciation sur la demande à venir de crédits (BCE, enquête auprès des établissements de crédit)

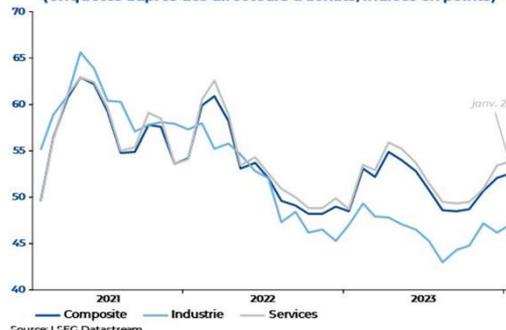


Lors du dernier Conseil des gouverneurs du 25 janvier, la BCE a laissé, sans surprise, ses taux directeurs inchangés. C. Lagarde a indiqué qu'une baisse des taux était prématurée car les tensions salariales (le taux de chômage est resté stable à 6,4 % en décembre) et géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, sont des facteurs de risque inflationniste qu'il convient de surveiller. Les investisseurs anticipaient cependant un recul précoce et rapide du taux de dépôt (-140 points de base d'ici fin 2024). Ils les ont revues (à la hausse, autour de -120 points de base) après les chiffres de l'emploi américain en janvier, suggérant que la Fed pourrait ne pas baisser ses taux aussi rapidement que prévu.

Royaume-Uni – 2024 : une bonne année pour les entreprises ?

Les indices PMI de ce début d'année indiquent une économie en regain de confiance dans le secteur privé. En effet, l'indice composite est au plus haut depuis 7 mois à 52,5 (52,1 en décembre) toujours poussé principalement par le secteur des services à 53,8 (après 53,4 et au plus haut depuis 8 mois). Ce mois-ci, un tournant est observé au niveau de l'indice manufacturier certes toujours en contraction mais se rapprochant de la barre neutre des 50 (à 47,3 après 46,2 le mois dernier). Ce changement observé en début d'année 2024 est dû à une meilleure vision de l'état de l'économie pour l'année 2024 et une demande qui repart à la hausse grâce à un coût de l'emprunt moins important. En revanche, la production dans le secteur manufacturier n'est pas au mieux avec un 11^{ème} mois de baisse consécutif.

Royaume-Uni : indice de climat des affaires PMI (enquêtes auprès des directeurs d'achats, indices en points)



Par ailleurs, sur l'ensemble de l'année 2023 les défaillances ont connu une augmentation de 13,7 % par rapport à l'année 2022 avec un dernier trimestre avec 6 788 défaillances (chiffre le plus haut de l'année). Cela ne semble pas entacher la confiance des entreprises en ce début d'année. Du côté des ménages, la confiance se fait également ressentir en ce début d'année avec un indice GFK qui semble poursuivre sa montée tendancielle : -19 l'indice retrouve son niveau du mois de janvier 2022. En revanche, on observe une légère inflexion au niveau des crédits à la consommation.

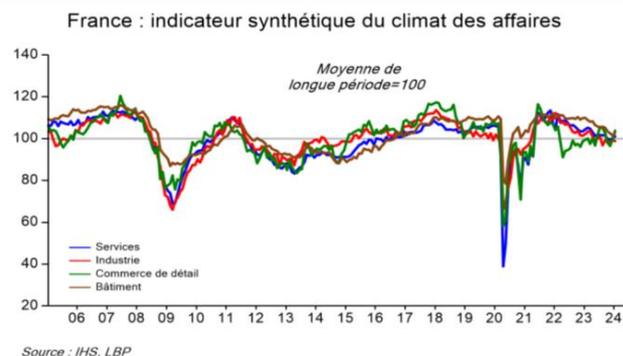
Alors que ces derniers mois l'inflation avait plutôt surpris à la baisse en surperformant par rapport aux prévisions de la banque d'Angleterre (BoE), celle-ci réaccélère légèrement au mois de décembre en passant de 3,9 % à 4 % sur un an. Le sous-jacent stagne avec une inflation à 5,1 % sur un an alors que l'inflation alimentaire sujet prioritaire du gouvernement il y a encore quelques mois continue sa lente décline à 8 % (après 9,2 %). Pour la quatrième réunion d'affilée, la Banque d'Angleterre (BoE) a décidé de maintenir à 5,25 % son taux à la suite de son comité de politique monétaire. Cette décision a été prise à 6 voix contre 3. Le point d'inflexion n'a jamais été aussi proche, 2 membres ont voté pour une hausse du taux directeur à 5,5 % et un membre a voté en faveur d'une baisse de taux à 5 %. La prochaine étape semble clairement être une baisse de taux. Il reste désormais à déterminer la date de cette dernière.

France – La croissance à l'arrêt

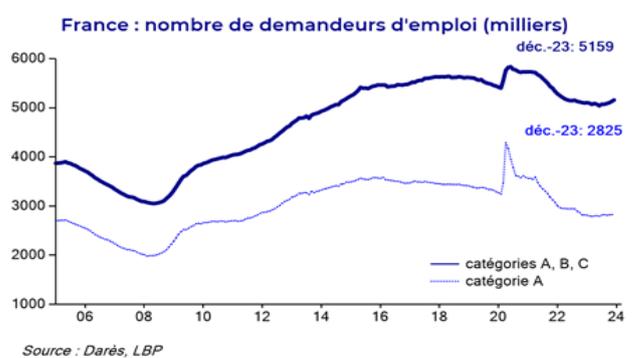
Au 4^{ème} trimestre, le PIB a stagné, tout comme au trimestre précédent. Au total, le PIB a malgré tout progressé de 0,9 % en 2023, grâce surtout au surplomb observé fin 2022 et à un 2^{ème} trimestre qui avait été renforcé par la livraison d'un paquebot et d'importantes exportations d'avions. Fin 2023, le rebond de la consommation observée au 3^{ème} trimestre ne s'est pas prolongé. Les achats de biens par les ménages rechutent au 4^{ème} trimestre, en particulier la consommation alimentaire. Les dépenses d'énergie se replient fortement en lien avec des températures clémentes cet automne. En revanche, les dépenses en matériels de transport continuent d'augmenter rapidement. La consommation des ménages en services augmente à un rythme proche du trimestre précédent bien que la consommation en services d'hébergement et restauration se replie fortement. L'investissement des entreprises a perdu de son dynamisme sur la seconde partie de l'année. Par ailleurs, l'investissement en construction des ménages continue à se replier rapidement, reflétant la crise du logement neuf. Les exportations sont à l'arrêt au second semestre, alors que la vive réduction des stocks au 4^{ème} trimestre s'est traduite par un recul des importations.

L'indice de climat des affaires de l'Insee est stable en janvier par rapport à décembre. Il reste un peu au-dessous de sa moyenne de longue période (100). Cette stabilité résulte cependant d'évolutions contrastées : si la situation conjoncturelle s'améliore, un peu de façon inattendue, dans le bâtiment, les services et le commerce de détail (un bon signe pour la

consommation), elle se dégrade encore un peu dans le commerce de gros, les grossistes déclarant avoir moins reçu de livraisons de l'étranger (ce qui peut aussi refléter une augmentation des délais d'approvisionnement). Dans l'industrie, le climat des affaires reste stable à la lisière de sa moyenne de longue période.



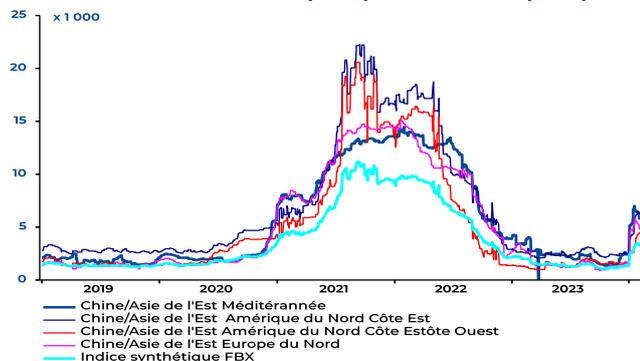
Le nombre de demandeurs d'emploi augmente un peu au 4^{ème} trimestre. En moyenne au quatrième trimestre 2023, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 129 600 (+1 % par rapport au trimestre précédent). Parmi elles, 2 824 400 personnes sont sans emploi (catégorie A, +0,4 %) et 2 305 200 exercent une activité réduite (catégories B, C). Cela montre une situation un peu plus défavorable du marché du travail mais sans dégradation majeure à ce stade. Le climat pour l'emploi publié par l'Insee (équivalent du climat des affaires commenté plus haut) passe d'ailleurs un peu en deçà de sa moyenne de longue période en janvier



L'inflation revient à 3,1 % sur un an en janvier (3,7 % en décembre et 3,5 % en novembre). La décélération des prix de l'énergie est nette (avant le relèvement des prix de l'électricité en février). La hausse des prix alimentaires, bien qu'encore élevée, se tempère (5,7 % après 7,2 %), avant que les résultats des négociations entre industriels et la grande distribution ne soient appliqués. La hausse des prix industriels est désormais très limitée (moins de 1 %) mais celle des services demeure supérieure à 3 %.

Les tensions en mer rouge pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement entre l'Asie et l'Europe. Cela constitue un risque pour le développement de l'activité et l'évolution des prix. Le nombre de bateaux transitant par le détroit a diminué de moitié environ. Un peu plus de 10 % du trafic maritime mondial est concerné.

Indices FBX coût transport par container (en \$)



Source: LSEG Datastream

Etats-Unis – Surchauffe ?

L'activité économique s'est montrée très robuste au T4 (0,8% t/t) en raison d'une consommation soutenue par le marché de l'emploi, les salaires et le maintien d'une épargne réduite. **La FED y trouvera probablement des raisons de patienter avant de baisser ses taux directeurs.**

La première estimation du PIB T4 repose en effet sur la hausse de la consommation (+0,7 %) et le maintien de l'investissement (résidentiel +0,3 % et non résid +0,5 %). Cette bonne tenue de la consommation doit beaucoup à la progression du revenu (RDB +1 %) et du pouvoir d'achat (+0,6 % dans un contexte de réduction de l'inflation). Le nombre d'emplois aura crû de 1,7% sur l'année et les salaires (ECI) de 4,3%. Le taux d'épargne a baissé à 4 %.

En décembre, le revenu disponible a de nouveau augmenté de 0,3% (croissance quasi identique depuis 5 mois), et de 0,1% en pouvoir d'achat (prix PCE +0,2 %). La consommation réelle est restée bien orientée (+0,7). Le taux d'épargne s'établit à 3,7 % (plus bas depuis déc. 2022).

En décembre, la production industrielle et la production manufacturière ont augmenté de 0,1 %. Cette dernière se situe 0,9 % en-deçà de 2017. L'utilisation des capacités manufacturières à 77,1% reste 1,1 point de pourcentage en deçà de sa moyenne de long terme (78,2 %).

En janvier, les créations d'emplois (NFP - hors secteur agricole) ont fortement augmenté à 353 K (moy. 175 K en 2018-2019), avec un taux de chômage de 3,7 % inchangé. Le ratios offre/demande et de démissions continuent de baisser en tendance mais la croissance du salaire horaire est en hausse de 0,6% sur le mois et le nombre d'entreprises anticipant des hausses de salaire augmente.

Concernant l'immobilier, en novembre, les mises en chantiers baissent de 4,3 % (13 % au-dessus de la moy 2019). Les permis augmentent de 1,8 % (7,5 % au-dessus des volumes moyens de 2019). Les ventes de neuf augmentent de 8 % (-3 % en-dessous de leur niveau moyen de 2019). Dans l'ancien, les ventes se stabilisent (-1 % à -30 % de la moyenne 2019). Le taux hypothécaire

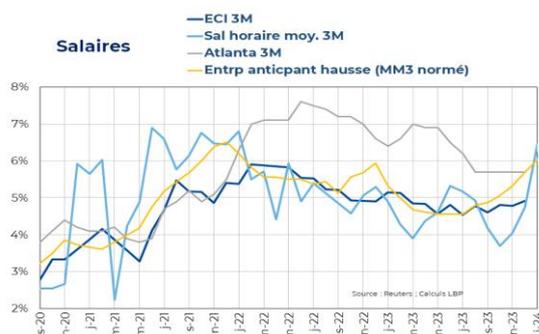
30 ans s'établit à 6,6 % en décembre. **L'indice de prix Case-Schiller (20 villes) a augmenté de 0,1% au mois de novembre.** Il est donc à un nouveau plus haut historique (+1,9 % vs précédent plus haut de juin 2022, +5,1 % en g.a).

Plusieurs indicateurs avancés du mois de janvier envoient des signaux positifs : l'indicateur du marché immobilier (NAHB) progresse de 37 à 44, l'indice de sentiment des consommateurs du Michigan en fort rebond (78,8). Les « nowcast » des FED Atlanta et NY du PIB T1 se situent autour de 0,7%. Les inscriptions hebdomadaires au chômage à 202 K au 15/01 sont au-dessous de la moyenne 2017-2019 (225 K), les PMI manufacturier (50,7) et des services (flash 52,9) rebondissent et sont en zones d'expansion.

L'inflation du mois de décembre s'est établie sur un an à 3,4 % en g.a (vs point haut à 9 % en juin), +0,3 ppct sur le mois et l'inflation cœur à 3,9 % en g.a en hausse de 0,3 ppct sur le mois.

Marché monétaire : des raisons d'attendre !

La Fed a laissé ses taux inchangés au 31/01. Les marchés anticipent toujours 5 baisses en 2024, débutant en mars ou mai. La question aujourd'hui est de savoir si la force de la croissance américaine ne va pas freiner le cycle de normalisation monétaire.



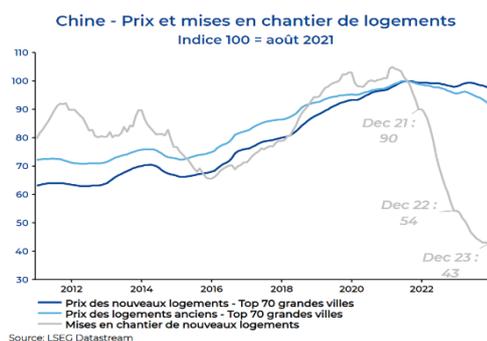
CHINE – Objectif 2023 rempli grâce à un bon second semestre

Au 4^e trimestre 2023, la croissance chinoise a progressé de 1 % par rapport au trimestre précédent. Au total, la croissance s'est établie à +5,2 % en 2023, en rebond après une année 2022 marquée par des confinements successifs (la croissance s'était établie à 3,0 %). En 2023, la croissance aurait été essentiellement portée par la consommation (contribution de 4,3 pts de %) avec la réouverture de l'économie, tandis que l'investissement (contrib. de 1,5 pt de %) a souffert de la dégradation du marché immobilier et le commerce extérieur du contexte géopolitique (contrib. de -0,6 pt de %). **L'objectif de croissance du gouvernement de 5 % est ainsi rempli grâce à un bon 2nd semestre portée notamment par la production industrielle.**

A l'issue du 4^e trimestre 2023, l'acquis de croissance pour 2024 est de +1,7 pt de %. Pour maintenir un rythme de croissance annuelle à 5 %, l'économie chinoise devra ainsi croître de +1,3 % par trimestre en 2024, soit le rythme observé au 2nd semestre 2023. Dans ses prévisions de janvier, le FMI anticipe la croissance chinoise à 4,6 % en 2024 (révision de +0,4 pt) et 4,1 %

en 2025 (inchangé). Les autorités chinoises n'ont pas encore fixé leur objectif de croissance pour cette année. A plus long-terme, la croissance potentielle de la Chine souffre de la baisse de la démographie du pays (-2,1 millions de personnes en 2023).

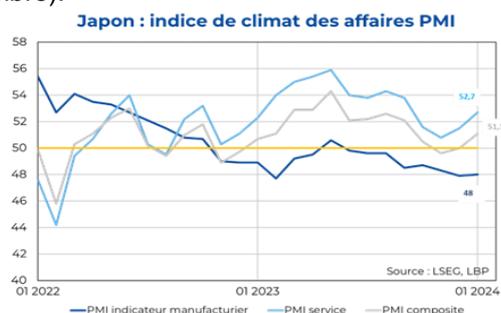
Les données d'enquête pour le mois de janvier 2024 indiquent une relative stabilité de la croissance par rapport à la fin d'année 2023. Elles restent bien orientées dans les services (52,7 après 52,9 pour l'indice Caixin) ; et celles dans l'industrie manufacturière demeurent proche du seuil de contraction malgré le dynamisme observé de la production industrielle.



Enfin, l'ensemble des indicateurs relatifs au secteur immobilier continuent à se détériorer en décembre : depuis août 2021, les mises en chantier ont diminué de près de 60 %. Les promoteurs chinois restent par ailleurs en difficulté : Evergrande a finalement été placé en liquidation judiciaire le 29 janvier. Les autorités semblent « laisser » le secteur immobilier s'assainir de lui-même tout en limitant les impacts sur son économie : depuis la mi-2021, 34 des 50 plus gros promoteurs n'ont pas honoré au moins un coupon d'obligation et ces défauts ont concerné dans 94 % des cas des obligations *offshore* en dollar. Aussi, le crédit bancaire se redirige progressivement vers l'industrie ces derniers mois.

JAPON – La Banque du Japon face au dilemme de l'inflation

Début 2024, les indices PMI s'améliorent après la stagnation observée fin 2023e. Le PMI composite continue sa remontée à 51,1 après 50 en décembre, en lien avec celui des services qui s'est poursuivi son redressement (52,7 après 52 en décembre). L'indicateur manufacturier, en revanche, est toujours en zone de contraction et stagne ce mois (48 après 47,1 en décembre).



L'inflation au mois de décembre, à 2,6 % (2,9 % au mois de novembre), se rapproche encore un peu plus de la cible des 2 % fixé au début des années 2000. La variation des prix de l'énergie sur un an continue de

baisser en décembre à -11,6 %, tout comme l'inflation alimentaire à 6,8 %, s'éloignant un peu plus du pic atteint en septembre à 8,90 %. L'indice des prix hors énergie et alimentaire frais (« super-sous-jacent ») a crû de 3,6 % au mois de décembre sur un an.

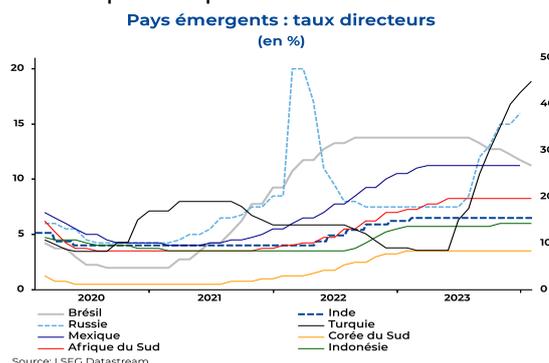
Lors de sa réunion de conseil politique la BoJ a indiqué qu'elle conservait son objectif de taux d'intérêt à court terme à -0,1 % ainsi que son engagement à encadrer les rendements des obligations à 10 ans autour de zéro (avec une tolérance de 1 ppct). Les prochaines réunions (notamment après le cycle de négociation des salaires prévu en mars) pourraient laisser entrevoir une hausse du taux de court terme et aller à rebours des autres banques centrales.

PAYS EMERGENTS – Le climat des affaires dans l'industrie donne des signes d'amélioration

La production industrielle reste globalement plus dynamique en Inde que dans la plupart des autres économies émergentes. En revanche, elle montre des signes d'affaiblissement en Russie et en Turquie. Au Brésil, La production industrielle semble réaccélérer légèrement. Lula a lancé un programme de réindustrialisation de 55 Md€. **Les indices PMI de janvier pour l'industrie manufacturière marquent dans l'ensemble une petite amélioration, notamment pour Taiwan, la Corée du Sud et le Brésil qui repassent en territoire d'expansion.**

Les marchés du travail restent bien orientés. Le taux de chômage est quasiment au plus bas au Mexique, au Brésil à 7,5 % (depuis 2014), en Russie et en Turquie. En revanche, l'Inde, qui connaît pourtant une des plus fortes croissances du monde émergent, voit son taux de chômage augmenter.

Au Brésil, l'inflation de décembre est en légère hausse sur le mois (+0,3 %) mais poursuit sa baisse en glissement annuel (4,5 %) et rejoint la cible d'inflation (3 % +/- 1,5 %). L'inflation plafonne à un niveau élevé en janvier en Russie (+7,4 %) et surtout en Turquie (+64,9 %). En Inde, l'inflation se stabilise à 5,7 % en décembre. Les taux directeurs évoluent de façon distincte selon les pays. **La Russie et encore plus la Turquie, qui restent confrontées à une inflation très élevée, ont continué à augmenter leurs taux directeurs ces derniers mois. En revanche, la banque centrale du Brésil a baissé le sien de 50 bps, à 11,25 % le 31/01 et anticipe la poursuite des baisses en 2024.** Les taux sont maintenus sur un plateau élevé dans la majorité des autres économies, sans doute dans l'attente d'un premier pas de la Fed.



ENERGIE – Hausse du prix des carburants, dans un contexte de tensions en Mer Rouge

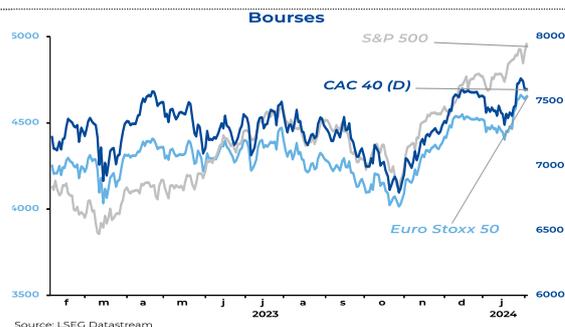
Le baril de Brent s'établit légèrement sous 80 \$ début février, et reste globalement stable par rapport à début janvier. Les cours ont toutefois été volatils durant le mois. Fin janvier, l'intensification des attaques depuis le Yémen contre des navires en mer Rouge a entraîné une augmentation du prix du baril à plus de 80 \$. Les cours se sont toutefois nettement détendus début février, l'attention des investisseurs se portant sur l'économie américaine et la détente des anticipations de baisses de taux de la Fed. **Malgré la relative stabilité du prix du baril, la hausse des tensions en Mer Rouge occasionne une hausse du prix des produits pétroliers en Europe.** Pour atteindre l'Europe, les tankers en provenance du Moyen-Orient et de l'Inde traversent à présent le cap de Bonne-Espérance, occasionnant es surcoûts importants. Il en résulte une forte hausse des « marges de raffinage » en particulier pour le diesel, davantage importé. **Au total, malgré la stabilité du prix du brut, les prix à la pompe augmentent nettement début février en France** (estimation de l'impact de cette hausse du prix à la pompe de 0,1 pt de % sur l'inflation).



BOURSE – Les Bourses au plus haut

Le CAC a battu son record en nombre de points en prix le 30 janvier à 7 677 pts.

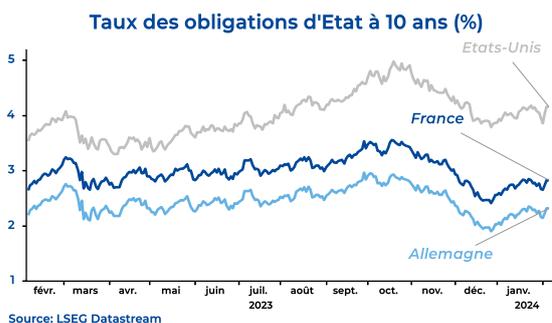
Il s'apprécie de 1,8% sur le mois.



TAUX A LONG TERME – Poursuite de la baisse des taux

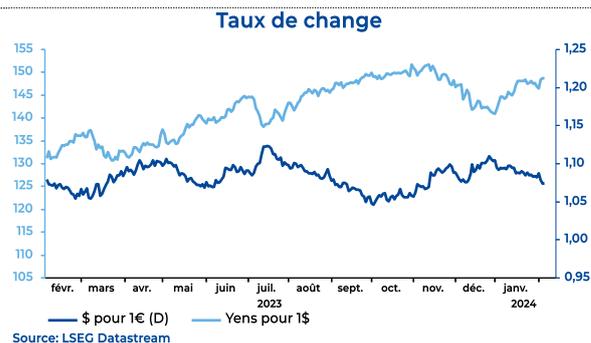
Après l'annonce du maintien des taux directeurs à leur niveau actuel au comité de politique monétaire de la BCE de fin janvier, les marchés pariaient sur 5 à 6 baisses en 2024.

Les taux longs français ont enregistré une remontée de 2,4 % à 2,85 % au cours du mois avant de rebaisser en fin de période. Au total, sur le mois les taux se sont ajustés d'environ 10 pb. **L'OAT 10 ans s'établit à 2,66 % fin janvier.**



CHANGE – L'euro perd 2 % sur le mois

L'euro-dollar s'établit à 1,08 en fin de période.



REPERES

BOURSE

| | NIVEAUX | | | PERFORMANCE | | | |
|------------------------|---------------------|----------------------|--------------|-------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|
| | Plus bas en 2024 | Plus haut en 2024 | 02/02/24 | en monnaie locale | | en euros | |
| | | | | En 2023 | Depuis le 1/1/2024 | En 2023 | Depuis le 1/1/2024 |
| ETATS-UNIS | | | | | | | |
| Dow Jones | 37 267 | 38 654 | 38 654 | 13,7% | 2,6% | 10,3% | 5,0% |
| S&P 500 | 4 689 | 4 959 | 4 959 | 24,2% | 4,0% | 20,5% | 6,4% |
| Nasdaq Composite | 14 510 | 15 629 | 15 629 | 43,4% | 4,1% | 39,1% | 6,5% |
| JAPON | | | | | | | |
| Nikkei 225 | 33 288 | 36 547 | 36 158 | 28,2% | 8,0% | 16,0% | 5,1% |
| ZONE EURO | | | | | | | |
| Euro Stoxx 50 | 4 403 | 4 663 | 4 655 | | | 19,2% | 2,9% |
| France (CAC 40) | 7 319 | 7 677 | 7 592 | | | 16,5% | 0,7% |
| Allemagne (Dax 30) | 16 432 | 16 972 | 16 918 | | | 20,3% | 1,0% |
| Espagne (IBEX 35) | 9 858 | 10 209 | 10 063 | | | 22,8% | -0,4% |
| Italie (FTSE MIB) | 30 077 | 30 744 | 30 718 | | | 28,0% | 1,2% |
| EUROPE | | | | | | | |
| FTSE 100 (RU) | 7 446 | 7 733 | 7 616 | 3,8% | -1,5% | 5,9% | 0,0% |
| Stoxx | 468 | 486 | 484 | | | 12,7% | 1,0% |
| MONDE | | | | | | | |
| MSCI-Monde | 3 114 | 3 248 | 3 248 | 21,8% | 2,5% | 18,1% | 4,9% |
| MSCI-Emerging Markets | 958 | 1 025 | 988 | 7,0% | -3,5% | 3,8% | -1,2% |

TAUX À LONG TERME

| Taux à 10 ans | déc-23 | janv-24 | 26-janv | 02-févr |
|---------------|--------|---------|---------|---------|
| Allemagne | 2,11 | 2,21 | 2,30 | 2,23 |
| France | 2,64 | 2,73 | 2,79 | 2,73 |
| Italie | 3,80 | 3,81 | 3,82 | 3,81 |
| Espagne | 3,08 | 3,15 | 3,20 | 3,16 |
| Etats-Unis | 4,01 | 4,04 | 4,15 | 4,03 |
| Japon | 0,66 | 0,64 | 0,72 | 0,65 |
| Royaume-Uni | 3,77 | 3,84 | 3,97 | 3,92 |

TAUX DE CHANGE

| Taux de change | déc-23 | janv-24 | 26-janv | 02-févr |
|---------------------------------|--------|---------|---------|---------|
| 1 euro = ... dollars | 1,09 | 1,09 | 1,09 | 1,08 |
| 1 euro = ... yens | 157,03 | 159,16 | 160,82 | 160,12 |
| 1 euro = ... sterling | 0,86 | 0,86 | 0,85 | 0,85 |
| 1 dollar = ... yens | 143,79 | 146,05 | 148,16 | 148,37 |
| 1 sterling = ... dollars | 1,27 | 1,27 | 1,27 | 1,26 |
| 1 dollar = ... yuans | 7,14 | 7,17 | 7,18 | 7,19 |

Pour s'abonner à nos publications :



[Ouvrir ce lien pour s'abonner](#)

Direction Finance et Stratégie – Direction des études économiques :

Philippe Aurain, Directeur des études économiques

Alain Henriot, Responsable des études économiques

Maël Blanchet, Économiste

Corentin Ponton, Économiste

Ranto Rabeantoandro, Statisticien économiste

Hocine Haddar, Statisticien économiste

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.

www.labanquepostale.com

La Banque Postale – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 585 350 218 euros
Siège social et adresse postale : 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06
RCS Paris 421 100 645 – Code APE 64 19Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424